

PROBLEMATIQUE LIEE A L'USAGE DES MEDICAMENTS TRADITIONNELS AU BURUNDI : ENQUETE MENEES EN MAIRIE DE BUJUMBURA (BURUNDI)

NDIKUBAGENZI Jacques¹, NSABIYUMVA Frédéric², NIYOKWIZIGIRWA Séverin³

¹ Université du Burundi, Faculté de médecine, Département de médecine communautaire

² Université du Burundi, Faculté de médecine, Département de médecine interne

³ Institut national de Santé Publique - Burundi

Adresse pour correspondance e-mail : ndikubagenzi2@yahoo.fr

Résumé

Une enquête a été menée auprès de 25 pharmaciens et 25 tradipraticiens oeuvrant en Mairie de Bujumbura pour analyser les principaux problèmes liés à l'usage des médicaments traditionnels au Burundi tels que perçus par ces enquêtés.

La majorité des pharmaciens (64%) sont favorables à l'intégration des médicaments traditionnels parmi les médicaments essentiels et des orientations ont été proposées pour optimiser cette intégration.

Le profil des tradipraticiens, la source de leur savoir ainsi que le mode d'approvisionnement en matières premières ainsi que les modes de préparation des médicaments utilisés par les tradipraticiens ont été déterminés. Des recommandations ont été formulées en vue d'une meilleure utilisation des ressources de la médecine traditionnelle pour améliorer la santé de la population.

INTRODUCTION

La médecine traditionnelle reste très répandue dans toutes les régions du monde en développement et son usage ne cesse de croître même dans les pays industrialisés (1, 2,3). En Chine, les préparations traditionnelles à base de plantes représentent entre 30 et 50 % de la consommation totale des médicaments. En Europe, en Amérique du Nord et dans d'autres régions industrialisées, plus de 50 % de la population font recours au moins une fois à la médecine traditionnelle. En Allemagne, 90 % des gens prennent un remède naturel à un moment ou un autre de leur vie. En Afrique, jusqu'à 80 % de la population utilisent des médicaments traditionnels. Au Burundi, la majorité de la population (plus de 80 %) consomme des médicaments traditionnels (4,5).

Malgré l'usage si répandu des médicaments traditionnels dans le monde entier, l'absence de réglementations et/ou la mauvaise utilisation de ces médicaments peut avoir des effets nuisibles voire même dangereux (1,3).

En outre, les produits de la médecine traditionnelle ne peuvent pas être intégrés dans la liste nationale des médicaments essentiels sans preuves de la normalisation des matières premières et produits finis, de l'efficacité clinique et de la sécurité (1,6).

Au Burundi, il existe depuis 2002 un service national de médecine traditionnelle rattaché au Département de l'Hygiène, de la Promotion de la Santé et de l'Assainissement, mais son fonctionnement n'est pas encore optimal. Notons que, comme d'autres pays africains, le Burundi commémore la journée de la médecine traditionnelle africaine le 31 Août de chaque année depuis 2003.

Le présent travail de recherche a pour objectif de dégager les principaux problèmes liés à l'usage des médicaments traditionnels au Burundi tels que perçus par les pharmaciens et les tradipraticiens, afin de formuler des recommandations en vue d'une meilleure utilisation des ressources de la médecine traditionnelle pour améliorer la santé de la population.

METHODOLOGIE

L'enquête a été réalisée au cours des mois de mai et juin 2005 auprès de 25 pharmaciens et 25 tradipraticiens oeuvrant en Mairie de Bujumbura. Le Burundi comptait au total 35 pharmaciens installés essentiellement dans la capitale à ce moment-là.

Le nombre de pharmaciens qui ont participé à l'enquête est de 25, 6 n'étaient pas disponibles au moment de l'enquête et 4 ont refusé de répondre à notre questionnaire. La collecte des données a été faite sur les lieux de travail des enquêtés.

Nous nous sommes contentés d'un échantillon de convenance pour les tradipraticiens, étant donné que leur nombre en Mairie de Bujumbura ainsi que dans tout le pays n'est pas connu, Seuls 25 tradipraticiens reconnus par la communauté de base et l'administration locale ont été interrogés. Ils étaient répartis dans 11 des 13 communes urbaines que compte la Mairie de Bujumbura.

Le questionnaire destiné aux pharmaciens recherchait les éléments suivants : la possibilité d'intégrer les médicaments de la médecine traditionnelle dans la liste des

médicaments essentiels ainsi que les moyens proposés pour y parvenir. Le questionnaire adressé aux tradipraticiens s'intéressait aux données suivantes : modes d'initiation, lieux d'exercice, l'appartenance à une association des tradipraticiens, le mode d'approvisionnement en médicaments à base de plantes, modes de préparation, les voies d'administration, les maladies traitées et le coût des médicaments.

Les données ont été saisies et analysées avec le logiciel EPI INFO.

RESULTATS

A propos de l'intégration des médicaments traditionnels dans les médicaments essentiels, 64 % des pharmaciens enquêtés y sont favorables et 36 % sont opposés à cette stratégie. Plusieurs orientations ont été proposées pour optimiser cette intégration : la promotion de la recherche (87,5 %), l'identification des médicaments traditionnels ayant fait preuve d'efficacité (25 %), l'inventaire et la formation des tradipraticiens (12,5 %) ainsi que la création d'un cadre de collaboration entre les tradipraticiens et les praticiens modernes (25 %).

Les pharmaciens opposés à cette intégration pensent que la qualité des médicaments traditionnels n'est pas garantie étant donnée l'absence d'un laboratoire de contrôle de la qualité des médicaments en général et de la recherche sur les médicaments utilisés par les tradipraticiens en particulier, dont la mise en place exigeraient beaucoup de moyens (66,66 %). La majorité des pharmaciens (76 %) accepteraient de collaborer avec les tradipraticiens alors que 24 % y sont opposés.

Le niveau de scolarisation des tradipraticiens est bas : 44 % ne sont pas instruits et aucun n'a fréquenté l'enseignement universitaire. La source de leur savoir est variée : 72 % des tradipraticiens ont été initiés par la maladie (esprits), 16 % par leurs parents (eux-mêmes tradipraticiens) et 12 % d'entre eux ont été initiés par d'autres tradipraticiens en dehors du cadre familial.

Leur qualification est aussi variable: 100 % sont des thérapeutes, 12 % sont thérapeutes et vendeurs de médicaments et 8 % sont thérapeutes et sages-femmes. De plus, leur ancienneté dans la profession est variable, 44 % des tradipraticiens exercent la médecine traditionnelle plus de 20 ans. La majorité des tradipraticiens pratiquent l'art de guérir à la maison (64 %) alors que d'autres travaillent dans des centres de santé de médecine traditionnelle (36 %).

Sur le plan associatif, 96% des tradipraticiens sont membres de l'une des associations : ATRAPRABU (Association des Tradipraticiens du Burundi) et AGUEBU (Association des Guérisseurs du Burundi).

L'approvisionnement en matières premières se fait à partir de la forêt dans 92 %, de l'étranger (56 %) et des plantations domestiques (4 %). Tous les tradipraticiens affirment utiliser du matériel local et produisent les médicaments d'une façon artisanale. Les formes galéniques préparées sont les suivantes : liquides et poudres (100 %), décoction (100 %), calcination (92 %) et dessiccation puis trituration (100 %). Les préparations extemporanées sont utilisées par 24 % des tradipraticiens et les formes retardes par 66 % sous forme liquide.

Les modes d'administration des médicaments sont variables : voie orale (100 %), voie rectale (96 %), scarifications (88 %) et voie percutanée (56 %). Concernant la détermination de la dose, tous les tradipraticiens enquêtés estiment qu'ils savent déterminer la dose de chaque médicament d'après leur expérience.

Les maladies que les tradipraticiens déclarent pouvoir traiter sont variées : l'amibiase (60 %), le diabète (56 %), esprits (52 %), gastrite (40 %), hépatites (36 %), asthme et ensorcellements (16%), stérilité,... Certains tradipraticiens (34 %) affirment qu'ils ont des pharmacies de vente des médicaments traditionnels.

Concernant l'accessibilité financière des médicaments traditionnels, le coût d'un médicament varie de 500 à 30 000 Francs burundais (0.5 et 30 US\$).

Les requêtes formulées par les tradipraticiens concernent l'appui en matériel moderne de préparation et conservation des médicaments (56 %), la mise en place d'un cadre de collaboration avec les praticiens modernes (28 %) et la construction des centres de santé de la médecine traditionnelle (24 %).

DISCUSSIONS ET COMMENTAIRES

La majorité des pharmaciens (64 %) sont favorables à l'intégration des médicaments traditionnels dans les médicaments essentiels au Burundi. Ceux-ci proposent différents axes stratégiques pour y parvenir : la recherche sur ces médicaments (87,5 %), l'inventaire des médicaments traditionnels ayant fait preuve de leur efficacité (25 %) ainsi que la collaboration des deux types de médecine (25 %). Ces suggestions vont le sens

de celles de l'OMS (1). La crainte majeure à cette intégration exprimée par les 36 % restants repose sur l'absence de recherche opérationnelle sur les médicaments traditionnels d'où le doute sur leur qualité, leur efficacité et leur sécurité.

La pratique de la médecine traditionnelle à domicile (64 %) présente certains inconvénients comme le suivi et le contrôle par les autorités sanitaires. Bien que 96 % des tradipraticiens sont membres des associations, l'étude a montré qu'il n'existe pas de cadre d'échanges de connaissance entre ces derniers alors que cela devait constituer une des priorités de ces associations.

Certaines voies d'administration des médicaments traditionnels comme la scarification, comportent des risques de contamination de maladies virales notamment le VIH/SIDA ou les hépatites à la fois pour le soigné et le soignant, d'où la nécessité d'assurer la formation des tradipraticiens.

En milieu urbain, le prix du médicament traditionnel varie de 0,5 à 30 US\$, coût qui se rapproche de celui d'un médicament moderne alors qu'il est plus abordable et adapté aux capacités de paiement du client en milieu rural (7).

CONCLUSION

L'usage des médicaments traditionnels au Burundi est une réalité mais sa rationalité se heurte encore à un certain nombre de problèmes : le manque de politique et réglementation nationale de la pratique de la médecine traditionnelle ainsi que l'absence d'appui à la recherche dans ce domaine.

Etant donné que la majorité des tradipraticiens (92 %) s'approvisionnent en matières premières dans la forêt, il s'avère nécessaire et urgent de mener une politique de protection de l'environnement et promotion de la culture des plantes médicinales afin de sauvegarder cette pratique médicale.

Les difficultés de fabrication et de conservation des médicaments produits d'une façon artisanale expliquent l'impérieuse nécessité de promouvoir la diversification des formes galéniques par l'utilisation de matériel moderne. Le soutien par les autorités sanitaires de la recherche pharmacologique est un préalable à l'intégration et au développement de la médecine traditionnelle.

Cette étude pilote mérite d'être étendue à tout le pays afin de dégager des stratégies de développement de cette médecine, utilisée par la majorité de la population burundaise.

BIBLIOGRAPHIE

1. OMS. Stratégie de l'OMS pour la médecine traditionnelle pour 2002-2005, Genève, 2002.
2. WHO. Regulatory of Herbal Medicines, Rapport of a WHO Global Survey, Geneva, May 1998.
3. OMS. Comité régional d'Experts de l'OMS sur la médecine traditionnelle. Rapport final de la première réunion, Harare, Zimbabwe, 19-23 Novembre 2001.
4. BARIHUTA T., NSABIYUMVA F. Evaluation de la prise en charge des cas de dermatites chroniques et de diarrhées chroniques au cours du VIH/SIDA, Bujumbura, août 1998.
5. WHO. National policy on Traditional Medicine and Regulation of Herbal Medicines, Report of a WHO a global survey, Geneva, May 2005.
6. MSF. MEDICAMENTS ESSENTIELS, Guide pratique d'utilisation, 3^e édition révisée, 2001.
7. NDIKUBAGENZI J., MBARIRIMBANYI D., Etude sur la situation de la médecine traditionnelle dans les provinces GITEGA, MUYINGA, RUYIGI, BUJUMBURA MAIRIE, Bujumbura, Juin 2004.